



# **PRESENTATION SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2026**

**Conseil municipal du 27 avril 2026**

**La présentation du Budget primitif 2026 ne peut être sincère qu'à la condition de présenter clairement la réalité financière de la commune. La nouvelle Municipalité a découvert une situation beaucoup plus dégradée qu'annoncé, marquée par des impayés accumulés depuis 2022, un défaut de traçabilité sur certaines opérations, des engagements insuffisamment documentés et une tension croissante sur la trésorerie. Cette exigence de vérité n'est pas une posture politique ; elle constitue une obligation de bonne administration et la condition première d'un budget juridiquement solide.**

## INTRODUCTION

Conformément à l'article L. 2313-1 du CGCT, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au Budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

D'un point de vue comptable, le Budget primitif (BP) se présente en deux parties :

- Une section de fonctionnement qui retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante des services, l'excédent de recettes par rapport aux dépenses constituant l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus par la commune ;
- Une section d'investissement qui présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours qui modifient ou enrichissent le patrimoine de la commune.

Le compte financier unique (CFU) est un document qui a pour objet de présenter, dans un cadre unique et cohérent, les données budgétaires et comptables de l'exercice, afin de renforcer la fiabilité, la transparence et la lisibilité de l'information financière. Il se substitue dès l'exercice budgétaire 2026 au Compte Administratif (CA) et au Compte de Gestion (CG). Il contribue également à simplifier les échanges entre l'ordonnateur et le comptable public, tout en facilitant le rapprochement entre l'exécution budgétaire et la comptabilité Générale. Il doit être examiné et présenté au Conseil municipal au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exécution du budget.

Le Budget principal comme son nom l'indique est global et centralise l'ensemble des flux financiers et comptables relatifs aux différentes compétences obligatoires et non obligatoires de la collectivité. Il s'agit notamment des services rendus à la population dans les domaines de l'urbanisme, de l'entretien des bâtiments publics, l'environnement, la gestion des écoles préélémentaires et élémentaires, les politiques sociales, l'animation de la vie publique, culturelle, sportive et associative, etc.

## LES ELEMENTS DU BUDGET PRIMITIF DE LA VILLE DU RAINCY

### 1. La section de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement sont inscrites à 27 337 897,33 €, dont 20 109 386 € d'impôts et taxes et 18 602 736 € d'impôts directs locaux. L'effort fiscal demandé en 2026 ne résulte donc pas d'un choix de confort, mais de la nécessité de consolider des ressources devenues insuffisantes au regard des charges réelles et des déséquilibres progressivement mis au jour. Les taux de fiscalité directe locale sont relevés de manière significative afin de générer un supplément de produit indispensable au redressement, comme le montre l'écart entre le produit attendu des ressources à taux votés (12 365 246 €) et le produit de référence de 10 880 359 € figurant à l'état 1259.

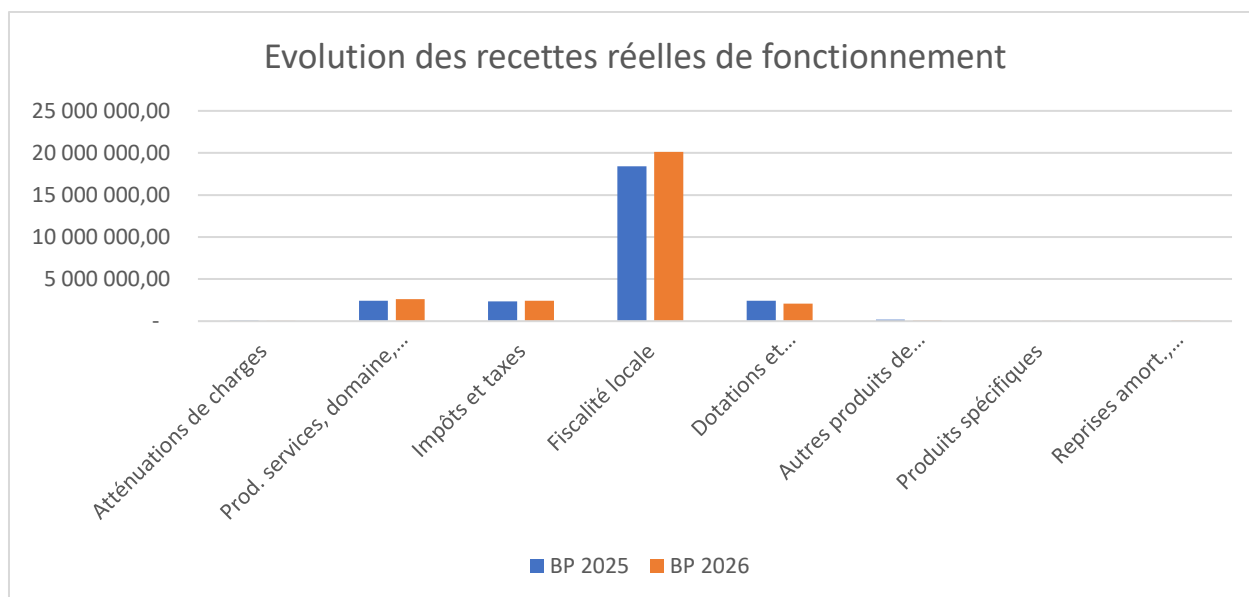
#### a. Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement prévisionnelles pour l'exercice 2026 sont de 27 337 897,33€. Elles ont augmenté de 5,93% par rapport au BP 2025.

Ces recettes se répartissent de la manière suivante :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	50 000,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 418 800,00	0,00	2 614 080,68	2 614 080,68	2 614 080,68
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	2 337 946,00	0,00	2 407 946,00	2 407 946,00	2 407 946,00
731	Fiscalité locale	18 394 399,00	0,00	20 109 386,00	20 109 386,00	20 109 386,00
74	Dotations et participations (3)	2 424 093,00	0,00	2 076 824,00	2 076 824,00	2 076 824,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	181 550,65	0,00	69 560,65	69 560,65	69 560,65
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>25 806 788,65</b>	<b>0,00</b>	<b>27 281 297,33</b>	<b>27 281 297,33</b>	<b>27 281 297,33</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	6 600,00	6 600,00	6 600,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		50 000,00	50 000,00	50 000,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>25 806 788,65</b>	<b>0,00</b>	<b>27 337 897,33</b>	<b>27 337 897,33</b>	<b>27 337 897,33</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>25 806 788,65</b>	<b>0,00</b>	<b>27 337 897,33</b>	<b>27 337 897,33</b>	<b>27 337 897,33</b>

Les principales sources de l'augmentation des recettes sont la progression du produit des impôts et taxes, liée à la hausse des taux de fiscalité directe locale, et l'augmentation des produits de services, en lien avec les travaux de fiabilisation du suivi des encaissements.



**b. Les dépenses réelles de fonctionnement**

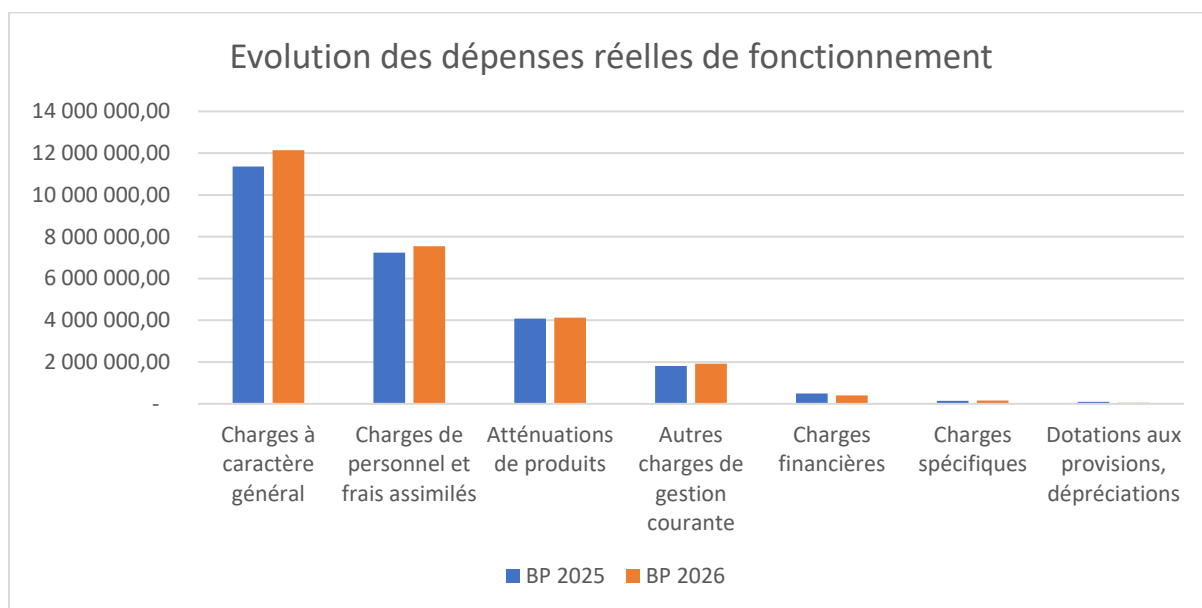
Les dépenses réelles de fonctionnement atteignent 26 328 597,33 €, en hausse dans un contexte de rigidité budgétaire particulièrement élevée. Les charges de personnel s'établissent à plus de 7,53 M€, les atténuations de produits à 4,125 M€ et les charges financières à 401 714,69 €, soit plus de 12,06 M€ de dépenses peu compressibles avant même de financer l'ensemble des charges générales nécessaires à la continuité du service public. Le ratio de dépenses réelles de fonctionnement s'élève à 713,51 € par habitant, ce qui confirme un niveau de tension élevé pour la collectivité mais qui n'est pas lié aux seules charges de personnel mais à des contrats de prestations extérieurs non maîtrisés.

Les dépenses réelles de fonctionnement représentent 26 328 597,33 € de budgété en 2026. Elles augmentent de 4,26% par rapport à 2025.

Les dépenses se répartissent de la manière suivante :

**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	11 361 999,37	0,00	12 144 754,83	12 144 754,83	12 144 754,83
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	7 240 979,55	0,00	7 539 839,00	7 539 839,00	7 539 839,00
014	Atténuations de produits	4 086 478,81	0,00	4 125 478,81	4 125 478,81	4 125 478,81
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 813 928,47	0,00	1 913 810,00	1 913 810,00	1 913 810,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>24 503 386,20</b>	<b>0,00</b>	<b>25 723 882,64</b>	<b>25 723 882,64</b>	<b>25 723 882,64</b>
66	Charges financières	500 000,00	0,00	401 714,69	401 714,69	401 714,69
67	Charges spécifiques (3)	150 000,00	0,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	100 000,00		50 000,00	50 000,00	50 000,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>25 253 386,20</b>	<b>0,00</b>	<b>26 328 597,33</b>	<b>26 328 597,33</b>	<b>26 328 597,33</b>



Dans la structure des dépenses réelles de fonctionnement, la principale contrainte budgétaire de la commune ne résulte pas du seul chapitre 012 « charges de personnel », mais réside plus largement dans le noyau rigide constitué par l'ensemble des charges de personnel et les charges à caractère général (chapitre 011), qui pèsent conjointement sur les marges de manœuvre de la Ville. Au niveau national, les analyses de la DGCL et du CNFPT montrent que, dans le bloc communal, la masse salariale représente en moyenne un peu plus de la moitié des dépenses de fonctionnement. Les achats et charges externes constituent l'autre grand bloc de dépenses courantes, et ces deux ensembles atteignant ensemble près de 60% des charges de fonctionnement.

Dans le cas de la Ville du Raincy, le cumul des charges de personnel et des charges à caractère général a représenté en 75 et 80% des dépenses réelles de fonctionnement sur la période 2022. La lecture des comptes met en évidence fait un chapitre 011 particulièrement sollicité, en lien direct avec le recours important à la gestion déléguée de services publics (prestations externalisées, marchés de services, contrats d'exploitation, énergie, maintenance, sécurité, nettoyage, etc.) sans contrôle de gestion ni gestion des risques.

Or, chaque service transféré à un prestataire privé ne disparaît pas de la dépense publique : il se traduit par une charge au chapitre 011, souvent indexée, souvent très volatile et fortement exposée aux hausses de prix (énergie, alimentaire, sous-traitance). Il est en outre constaté rétrospectivement que la hausse des charges de prestations de la Ville n'a pas été compensée à proportion par une diminution des charges de personnel. Aussi, ces deux postes de dépenses pèsent de manière significative sur la section de fonctionnement.

Dans ce contexte, la trajectoire de redressement doit mobiliser simultanément deux leviers : la maîtrise de la masse salariale (012) bien que nécessaire et surtout un réexamen systématique des contrats, marchés et prestations inscrits au 011, afin de réduire le coût global du service public sans en dégrader sa qualité.

Contrairement à la situation moyenne observée dans les communes de même strate, où les dépenses de personnel représentent structurellement le premier poste de charges de fonctionnement, la Ville du Raincy se caractérise aujourd'hui par un niveau de ressources humaines particulièrement réduit, conséquence de choix antérieurs de sous-dimensionnement des effectifs et de recours massif à une gestion déléguée non maîtrisée. Ce choix combiné à une externalisation importante a conduit à un déséquilibre : une massa salariale contenue mais des charges externes élevées, sans disposer en interne des compétences nécessaires pour en assurer le pilotage et le contrôle.

Or, les analyses nationales montrent pourtant que, dans les collectivités, la maîtrise des dépenses repose principalement sur leur capacité à s'appuyer sur des fonctions internes structurées et du personnel qualifié (finances, marchés publics, juridique, ressources humaines, techniques) capables de sécuriser les procédures, de renégocier les prestations et de suivre finement l'exécution des contrats.

Dans le cas de la Ville du Raincy, l'absence de ces ressources internes contribue directement au manque de traçabilité constaté, à la multiplication des impayés depuis 2022 et à la difficulté à anticiper les engagements pluriannuels, fragilisant la sincérité du budget et augmentant le risque de décisions subies plutôt que maîtrisées.

La nécessité de recruter ne relève donc pas d'une logique d'expansion de l'appareil administratif, mais d'une exigence de sécurisation de la gestion publique. Les recrutements envisagés visent à reconstituer un socle de compétences internes permettant de réduire, à terme, le poids du 011 par une meilleure négociation des contrats, une meilleure préparation des marchés et, lorsque cela est pertinent, une ré-internalisation ciblée de certaines fonctions.

Ces recrutements, ciblés et argumentés, doivent être appréhendés comme des investissements de structure indispensables au redressement financier de la commune, au respect des normes du code des finances publiques et à la garantie de la continuité des services publics locaux.

Les charges de personnel augmenteront en 2026 de 4,26% tandis que les charges à caractère général qui représentent 46,13% des dépenses réelles de fonctionnement et devraient augmenter de 6,89% en 2026 par rapport au BP 2025.

Dans ce cadre des mesures de redressement sont engagées en faveur de l'assainissement des finances de la collectivité qui aujourd'hui ne dispose pas de capacité d'autofinancement et donc de marges de manœuvre pour financer l'investissement.

## 2. La section d'investissement

### a. Les dépenses d'investissement :

Le cadrage de l'investissement traduit lui aussi une stratégie de protection juridique et financière. Les inscriptions sont volontairement resserrées afin de ne pas afficher artificiellement une capacité d'action que la commune ne peut plus soutenir dans des conditions normales de financement. Ce choix vise à concentrer les crédits sur les opérations réellement soutenables, à éviter l'accumulation de nouveaux restes à payer et à restaurer la crédibilité de la programmation pluriannuelle.

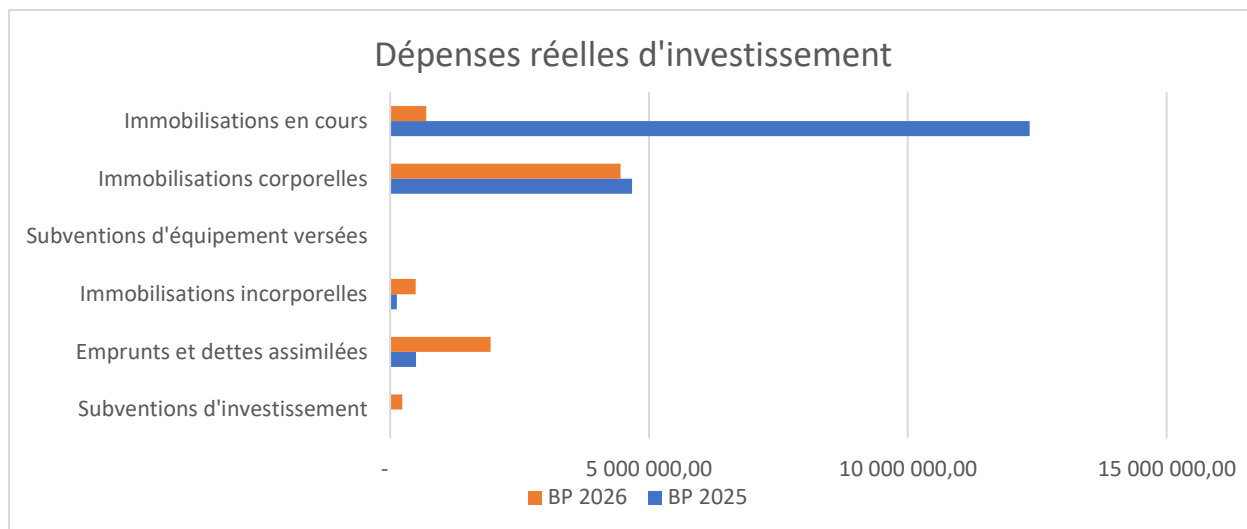
Les dépenses globales d'investissement réel étaient de 17 654 060,68 € au BP 2025. Elles diminuent de 56,74% en 2026 soit 7 820 000€ de dépenses réelles d'investissement. Il convient de souligner que la nouvelle Municipalité découvre progressivement l'ampleur du déficit supporté par la Ville causé notamment par le projet de construction du pôle culturel pour lequel il reste encore plusieurs millions d'euros à engager. Les élus sont encours de négociations avec les différents partenaires et prestataires afin de programmer un échelonnement dans le temps des rattrapages des retards de paiements. **Ne sont inscrites au budget que les sommes urgemment réalisables et obligatoires dans les mois à venir.**

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	130 000,00	0,00	495 000,00	495 000,00	495 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	4 674 060,68	0,00	4 452 983,26	4 452 983,26	4 452 983,26
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	12 350 000,00	0,00	697 000,00	697 000,00	697 000,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>17 154 060,68</b>	<b>0,00</b>	<b>5 644 983,26</b>	<b>5 644 983,26</b>	<b>5 644 983,26</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	233 637,00	233 637,00	233 637,00
16	Emprunts et dettes assimilées	500 000,00	0,00	1 941 433,74	1 941 433,74	1 941 433,74
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>500 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 175 070,74</b>	<b>2 175 070,74</b>	<b>2 175 070,74</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>17 654 060,68</b>	<b>0,00</b>	<b>7 820 054,00</b>	<b>7 820 054,00</b>	<b>7 820 054,00</b>

Il y a une volonté forte de rénover et d'entretenir le patrimoine communal, tout en respectant les engagements de la commune et une bonne qualité de service vis-à-vis des administrés.





### EXPLICATION :

Pour une ville d'environ 15 000 habitants, un équipement dont le coût avoisine désormais les 30 M€ (hors parking) est, au regard des standards nationaux, un investissement très lourd, et il est dès lors nécessaire d'en interroger la pertinence d'autant qu'un tel engagement contraint les marges de manœuvre de la Ville pour le financement des opérations liées à la sécurité et à l'entretien du reste du patrimoine communal.

Les études relatives aux Villes de taille comparable montrent que, en moyenne, le taux d'équipement (dépenses d'investissement hors dette / recettes réelles de fonctionnement) se situe autour de 25% par an. Pour une Ville comme Le Raincy, avec des recettes réelles de fonctionnement d'environ 27,3 M€, cela correspond à une capacité d'investissement annuelle de l'ordre de 6 à 7 M€ par an, toutes opérations confondues. Dans ce contexte, un projet dont le coût non maîtrisé dérive vers 30 M€ hors parking mobilise à lui seul plusieurs années d'investissement « normal ». Cette situation est hors normes pour une ville de 15 000 habitants, sauf cofinancements massifs et trajectoire financière très solide, ce qui n'est pas le cas en l'espèce de la Ville du Raincy.

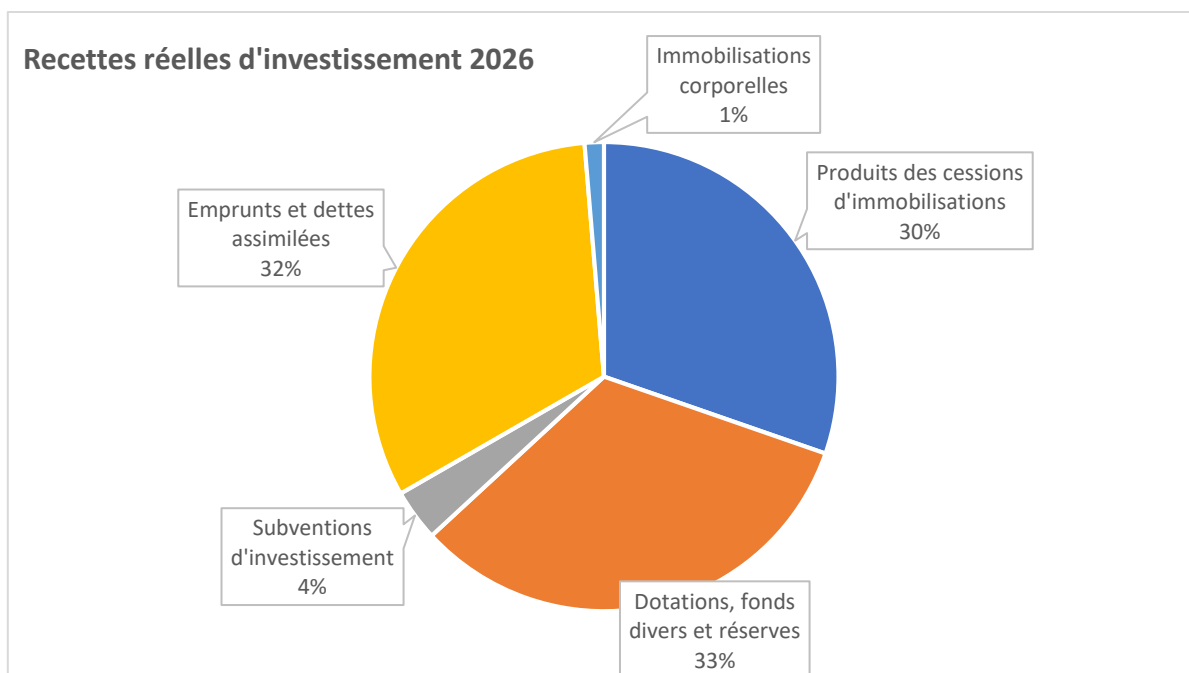
Les études de la DGCL et de la Banque des territoires rappellent par ailleurs qu'un surinvestissement mal calibré se traduit mécaniquement par un manque de moyens pour l'entretien courant, la mise en sécurité et la rénovation du patrimoine existant (écoles, gymnases, voirie, bâtiments administratifs). Or, dans le cas de la Ville du Raincy, avec un encours de dette déjà à 13,458 M€, une épargne brute (1,009 M€), la marge financer sereinement la maintenance et la mise aux normes des autres bâtiments est très réduite.

#### b. Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement pour 2026 s'élèvent à 6 810 754,00 € contre 15 337 091,48€ de prévisions budgétaires 2025.

Les recettes prévisionnelles d'investissement 2026 diminuent donc de 55,59% par rapport au BP 2025 et sont réparties tel qu'il suit :





**L'encours de dette au 1<sup>er</sup> janvier 2026 atteint 13,721 M€, soit 902,03 € par habitant, et représente 49,24 % des recettes réelles de fonctionnement. Ce niveau, ajouté à la faiblesse de l'autofinancement et à l'incertitude pesant encore sur certaines créances et certains engagements, réduit fortement les marges de manœuvre de la Ville et impose un pilotage budgétaire beaucoup plus rigoureux qu'auparavant.**

En ce qui concerne la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2026, la Ville du Raincy a un encours à hauteur de 13,721 millions d'euros. Entre 2024 et 2025, cinq emprunts importants ont été contractés :

- Deux (2) emprunts de 4,5 millions d'euros chacun auprès de la Banque Postale et de la Banque des Territoires
- Deux (2) emprunts respectifs de 1,5 millions d'euros auprès de la Banque Postale et de la Caisse des dépôts en 2025
- Un (1) emprunt relais de 1,7 millions d'euros contracté en 2025

**En 2025, les emprunts contractés ont représenté 4,7 millions d'euros de recettes. Le prêt relais de 1,7 millions d'euros censé servir d'avance de trésorerie en attente de versement du FCTVA a été remboursé précipitamment en février 2026 sans motif, l'échéance de remboursement étant prévue au 4 août 2024 et sans que les conséquences sur la trésorerie n'aient été pleinement anticipées et prévues budgétairement. En 2026, il est prévu d'aller chercher un autre emprunt afin de tenter de financer.**

Il convient de souligner que l'équilibre formel du budget ne saurait suffire à lui seul. L'enjeu pour 2026 est de tendre vers un équilibre réel et sincère, construit sur des hypothèses prudentes, traçables et défendables, et non sur des présentations seulement apparentes. C'est précisément cette logique qui conduit la nouvelle Municipalité à assumer des mesures difficiles dès ce budget primitif plutôt que de différer encore les ajustements nécessaires.

## CONCLUSION 1 - RISQUE DE SAISINE ET DE BUDGET RETOQUE

Un budget manifestement insincère, insuffisamment équilibré ou ne permettant pas de couvrir durablement les dépenses obligatoires exposerait la commune à un contrôle budgétaire renforcé. Dans un tel cas, la saisine de la Chambre régionale des comptes par le Préfet de Seine-Saint-Denis pourrait conduire à des corrections imposées, à une réduction substantielle de la liberté locale de décision et à une mise sous contrainte financière de fait. La stratégie retenue vise donc explicitement à repousser au maximum ce risque en démontrant la volonté de la commune d'engager elle-même son redressement, dans le respect du principe de sincérité budgétaire et des exigences du contrôle de légalité. **Dans ce cadre, la hausse des taux de fiscalité directe locale est assumée comme une mesure exceptionnelle de redressement, destinée à rétablir un niveau de ressources compatible avec les charges obligatoires de la Ville et avec la reconstitution d'une épargne brute minimale.**

## CONCLUSION 2 - LES RATIOS

Au-delà des montants bruts, plusieurs ratios financiers confirment la fragilité de la situation :

- Dépenses réelles de fonctionnement par habitant : 713,51 € pour une population de 14 920 habitants, niveau élevé qui reflète le poids cumulé des charges de personnel, des charges à caractère général et des contrats externalisés.
- Recettes réelles de fonctionnement par habitant : 802,48 €, ce qui laisse une marge très limitée pour dégager une épargne solide après couverture des charges obligatoires.
- Épargne brute / recettes réelles de fonctionnement : 1 009 300 €, soit seulement 4,11% des recettes réelles de fonctionnement, très en-deçà du seuil de confort généralement admis pour une commune de cette taille.
- Encours de dette par habitant : 902,03 €, avec un encours total de 13,721 M€, et un ratio encours de dette / recettes réelles de fonctionnement de 49,24%, ce qui place d'ores et déjà la commune dans une zone de vigilance forte.
- Part des dépenses de personnel dans les dépenses réelles de fonctionnement : 28,24%, ce qui reste inférieur à la moyenne nationale du bloc communal, alors même que les charges à caractère général atteignent 46,13% des dépenses réelles de fonctionnement, traduisant le poids des prestations externalisées et de la gestion déléguée.

**Pris ensemble, ces indicateurs montrent que la Ville du Raincy cumule un niveau de dépenses courantes élevé, une épargne brute trop faible, un endettement déjà significatif et une structure de dépenses atypique, dans laquelle la sous-dimension des effectifs internes coexiste avec un chapitre 011 hypertrophié.**

## CONCLUSION 3 - STRATEGIE

Le budget primitif 2026 est équilibré en dépenses et en recettes pour chacune des sections, mais cet équilibre n'a de sens que parce qu'il s'accompagne d'une démarche explicite de sincérité budgétaire et de redressement financier.

La nouvelle Municipalité assume de présenter un budget plus exigeant, fondé sur des hypothèses prudentes, sur la reconnaissance des impayés et des engagements hérités, sur la remise en cause de certains choix de gestion déléguée et sur la reconstitution d'un socle minimal de compétences internes pour reprendre la main sur la trajectoire financière de la Ville.

L'objectif est double : éviter qu'un budget irréaliste ou insincère ne soit rejeté ou réécrit par les autorités de contrôle, et démontrer que la Ville du Raincy est en capacité d'assurer elle-même son redressement, tout en préservant autant que possible les habitants, les commerçants, les entreprises et le tissu associatif local.

La nouvelle Municipalité tient également à préciser qu'elle ne préjuge pas, à ce stade, des conclusions qui seront tirées lors du vote du budget supplémentaire.

En raison du manque actuel de traçabilité de certains engagements, de la persistance d'impayés depuis 2022 et des investigations encore en cours sur les restes à payer, les contrats de gestion déléguée et les risques potentiels, il serait prématuré et imprudent de présenter dès maintenant une trajectoire pluriannuelle comme définitivement stabilisée.

Cette prudence est d'autant plus nécessaire que la Ville du Raincy doit assumer, avec moins de 15 000 habitants, un investissement hors normes au regard de sa taille, le projet de pôle culturel dont le coût dérive vers 30 M€ hors parking.

Ce choix passé a concentré sur un seul équipement plusieurs années de capacité d'investissement, alors même que l'encours de dette approche déjà 13,7 M€ et que l'épargne brute demeure faible. Il en a résulté une réduction des moyens disponibles pour la mise en sécurité, la maintenance et la rénovation des autres bâtiments communaux (écoles, équipements sportifs, patrimoine du quotidien).

La nouvelle équipe municipale fait donc le choix de la transparence : reconnaître qu'un tel projet a fragilisé l'ensemble du budget d'investissement, affirmer que la priorité doit désormais aller à la sécurité et à la remise à niveau du patrimoine existant, et refuser de s'engager dès aujourd'hui sur des projections de budget supplémentaire qui dépendront des audits, des travaux d'assainissement comptable et des marges de manœuvre réellement constatées.

Le budget 2026 est ainsi présenté comme un budget de transition et de responsabilité : un équilibre pour respirer, protéger la Ville d'un risque de mise sous contrainte, et préparer, en transparence, les décisions plus profondes qui devront être prises pour remettre durablement le Raincy à niveau.